



**Commune de Carignan de Bordeaux
Mairie – 24 rue de Verdun
33360 CARIGNAN de BORDEAUX**

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIE
SUR LA COMMUNE**

**MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

**D.C.E. (Dossier de Consultation des Entreprises)
MARCHÉ PUBLIC A PROCÉDURE ADAPTÉE**

Marché Public de Maîtrise d'œuvre

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Personne publique.

Mairie de Carignan de Bordeaux.

Pouvoir adjudicateur.

Monsieur le Maire, Frank MONTEIL

Objet du marché.

Mission de Maîtrise d'œuvre – Travaux de voirie et réseaux divers.
Programme 2019

SOMMAIRE

1- Objet du marché :

- 1.1 Catégorie d'ouvrage
- 1.2 Structure du marché
- 1.3 Missions de maîtrise d'œuvre

2 – Conditions d'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre

- 2.1 Délais d'exécution
- 2.2 Mode de dévolution des travaux
- 2.3 Coordination SPS
- 2.4 Ordonnancement Pilotage et Coordination
- 2.5 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution du marché

3 – Pièces constitutives du marché

4 – Prix et règlement des comptes

- 4.1 Prix
- 4.2 Caractéristiques des prix
- 4.3 Forfait de rémunération
- 4.4 Modalités de variation des prix
- 4.5 Échéancier de paiement des acomptes
- 4.6 Modalités de règlement de l'acompte
- 4.7 Montant de l'acompte
- 4.8 Solde
- 4.9 Délai global de paiement
- 4.10 Adresse des demandes de paiement

5 – Délais – Pénalités phase « études »

- 5.1 Établissement des documents d'études
- 5.2 Réception des documents d'études
- 5.3 Utilisation des résultats
- 5.4 Arrêt de l'exécution de la prestation

6 – Résiliation du marché

- 6.1 résiliation du fait du maître d'ouvrage
- 6.2 Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

7 – Clauses diverses

- 7.1 Conduite des prestations dans un groupement
- 7.2 Conduite des prestations dans le cadre du marché
- 7.3 Saisie-attribution
- 7.4 Assurances
- 7.5 Règlement des litiges

8 – Dérogations au C.C.A.G. Prestations intellectuelles

1 - Objet du marché.

Le présent marché a pour objet de définir les modalités d'intervention du maître d'œuvre telles que définies par la loi (ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018).

Cette intervention portera sur : une mission partielle de maîtrise d'œuvre pour des opérations relatives à des travaux de voirie et réseaux sur le territoire de la Commune de Carignan de Bordeaux.

1.1 Catégorie d'ouvrage.

La mission de maîtrise d'œuvre porte sur des ouvrages de type : Infrastructure.

1.2 Structure du marché

La présente consultation ne fait pas l'objet d'allotissement au sens de l'article L 2151.1 du Code de la Commande Publique. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

1.3 Missions de maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément au Code de la Commande Publique, articles L 2410-1 à L 2432-2.

La mission confiée au maître d'œuvre comprendra les éléments de mission suivants :

- ✓ Études d'avant-projet (AVP),
- ✓ Études de projet (PRO) (DCE) (BPU, DQE et CCTP sur la base des plans AVP),
- ✓ ACT,
- ✓ VISAS (plans d'exécution établis par l'entreprise),
- ✓ DET,
- ✓ AOR,
- ✓ OPC.

2 - Conditions d'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre.

2.1 Délais d'exécution de la mission

L'exécution est prévue dès la signature de l'acte d'engagement.

2.2 Mode de dévolution des travaux

Les marchés de travaux associés à la présente mission de maîtrise d'œuvre feront l'objet du mode de dévolution choisi par le maître de l'ouvrage.

2.3 Coordination SPS

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et aux décrets d'application 94-1159 du 26 décembre 1994 et 95-543 du 4 mai 1995.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé.

Le maître d'œuvre assistera le maître de l'ouvrage en préparant le cahier des charges support à la consultation pour le choix du coordonnateur SPS.

Le coordonnateur sera désigné ultérieurement en application de l'article R 4216-1 et suivant du Code du travail par le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est rémunéré par le maître d'ouvrage.

L'intervention du coordonnateur se fera dans le cadre des conditions définies par les décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (section3) et n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

2.4 Ordonnancement Pilotage et Coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au maître d'œuvre.

2.5 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution du marché

Dans le cas où la demande d'acceptation est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet, contre récépissé, au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale comportant les mentions définies à l'article L 6 du Code de la Commande Publique dont une déclaration indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (les interdictions de soumissionner aux marchés et accords-cadres définies aux articles 2143-6 à 2143-10 du Code de la Commande Publique s'appliquent conformément aux dispositions de l'article 38 de l'ordonnance du 6 juin 2005 susmentionnée et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005).

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, la déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes :

- Les mêmes pièces que celles demandées au Titulaire du marché lors de la consultation.

3 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivants, par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- ✓ L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes,
- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (C.C.A.P.),
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T .P.),
- ✓ Le mémoire technique.

b) Pièces générales :

- ✓ Le Code de la Commande Publique,
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009,
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo études) :
 - Annexe n° 1 : travaux de génie civil,
 - Annexe n° 2 : travaux de bâtiment.
- ✓ Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS – DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

4 – Prix et règlement des comptes

4.1 Prix

Les prix du présent marché sont établis hors TVA.

4.2 Caractéristiques des prix.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.3 Forfait de rémunération

Ce taux forfaitaire est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études. L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue du projet PRO sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 %.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux X (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Respect de l'engagement du maître d'œuvre.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

4.4 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (date de remise des offres du règlement de consultation) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le taux d'honoraires de MOE est ferme.

4.5 Échéancier de paiement des acomptes.

L'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

AVP	100 %	Après l'approbation par le maître d'ouvrage de l'élément achevé telle que précisée à l'article 5.2.3 du C.C.A.P.
PRO	100 %	Après l'approbation par le maître d'ouvrage de l'élément achevé telle que précisée à l'article 5.2.3 du C.C.A.P.
DCE	100 %	Après la réception par le maître d'ouvrage du dossier de consultation des entreprises.
ACT	100 %	Après l'exécution de la mission.
VISA	100 %	Après l'exécution de la mission.
DET	90 %	A l'avancement du chantier.

	10 %	A l'achèvement du chantier.
AOR	20 %	Aux opérations de réception.
	40 %	A la remise des DOE.
	20 %	Aux levés de réserve.
	20 %	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages.
OPC	100 %	A l'avancement du chantier

4.6 Modalités de règlement de l'acompte

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, est déterminé dans l'acte d'engagement.

4.7 Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 4.5 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) État périodique :

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique :

Pour l'application de l'article 11 du C.C.A.G. – P.I., le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

c) Décompte périodique :

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées,
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et de vérification et calculée conformément aux articles 5 et 6 du présent C.C.A.P.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent,
2. L'incidence de la TVA,
3. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1 et 2, ci-dessus, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

4.8 Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 8.13, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 8.6 du présent C.C.A.P.,
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché,
- d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus,
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage,
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur,
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus,
- e) L'incidence de la TVA,
- f) L'état du solde à verser au titulaire : ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus,
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

- En cas de cotraitance :
la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance :
 - ✓ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ✓ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ✓ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ✓ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - ✓ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

- ✓ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ✓ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ✓ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

4.9 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

4.10 Adresse des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être adressées en trois exemplaires auprès du maître de l'ouvrage et devront être adressées sur Chorus Pro.

5 – Délai – Pénalités phase « études ».

5.1 Établissement des documents d'études

5.1.1 Délais :

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1^{er} élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché,
- Autres éléments ou parties d'éléments suivants : ordre de service de démarrage de l'élément de mission.

5.1.2 Pénalités pour retard :

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du marché à :

Code	Pénalité
AVP	600 € HT
PRO	600 € HT
DCE	800 € HT

Ces pénalités seront appliquées en déduction du montant du forfait de rémunération des éléments de mission exécutés avec retard, sans mise en demeure préalable.

5.2 Réception des documents d'études

5.2.1 Présentation des documents

Par dérogation à l'article 26 du C.C.A.G. – P.I., le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

5.2.2 Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Code	Nombre d'exemplaires
AVP	3 + 1 reproductible + 1 format informatique *
PRO	3 + 1 reproductible + 1 format informatique *
DCE	3 + 1 reproductible + 1 format informatique *

*** L'exemplaire format informatique devra être compatible avec les outils mis en place chez le maître d'ouvrage.**

5.2.3 Délais

Par dérogation à l'article 10.2 et en application de l'article 27 du C.C.A.G.- P.I., la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessus exprimés en nombre de semaines calendaires :

Code	Délai
AVP	3
PRO	3
DCE	2

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du C.C.A.G.-P.I. (Acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

5.3 Utilisation des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option B telle que définie au C.C.A.G.-P.I.

5.4 Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.- P.I., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations de MOE au terme de chaque élément de mission, tels que définis à l'article 1.2 du présent C.C.A.P. à titre d'exemple, cet arrêt peut être consécutif à un montage financier non abouti (au niveau vote de crédits, etc.). L'élément de mission de MOE engagée sera dû dans sa totalité au titulaire.

6 – Résiliation du marché.

6.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie (arrêt de l'exécution des prestations en application de l'article 20 du C.C.A.G.- PI) le marché, conformément à l'article 31.3 du C.C.A.G.-P.I., en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, la résiliation ne donne droit pour le titulaire à aucune indemnité.

6.2 Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Il sera fait, le cas échéant, en application des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G.-P.I. avec les précisions suivantes :

Le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du C.C.A.G.- P.I., la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30.1 du C.C.A.G.- P.I.), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 32 du C.C.A.G.- P.I, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 7.4 du présent C.C.A.P., ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 à R 2143-15 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222- à 8 du Code du travail, , il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

7 – Clauses diverses.

7.1 Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.- P.I sont applicables.

En conséquence, les articles du C.C.A.G.- P.I., traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 32) et les autres cas de résiliation (articles 30, 31 et 33) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

7.2 Conduite des prestations dans le cadre du marché

La bonne exécution des prestations dépend de la note méthodologique présentée par le titulaire et essentiellement des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite et si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne, dans les conditions de l'article 3.1 du C.C.A.G. – P.I., et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve par compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la personne publique dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans un délai de deux mois indiqué ci-dessous, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du C.C.A.G.- P.I.

7.3 Saisie-attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiqué la saisie-attribution du chef du marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

7.4 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage, pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

7.5 Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de BORDEAUX est compétent en la matière.

8 – Dérogations au C.C.A.G. Prestations intellectuelles.

Les dérogations aux C.C.A.G – Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 5.2.1 déroge à l'article 26 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles,
- L'article 5.2.3 déroge aux articles 26.2, 27.2 et 27.4 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

Lu et approuvé par le candidat.

Le

Signature et cachet commercial.